

12 Décembre 2016

«Coalition occidentale» versus «BRICS et OCS»

Point de situation et perspectives

La montée en puissance progressive des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) semble préoccuper certains responsables atlantistes parmi les plus clairvoyants.

Les uns prévoient déjà une possible remise en cause, à moyen terme, des normes et des règles de gouvernance mondiales qui ont prévalu depuis la fin de la 2ème guerre mondiale: que celles ci soient d'ordre politique, économique ou militaire.

D'autres considèrent que la puissante «coalition occidentale» conduite par les États Unis et son bras armé, l'OTAN, n'a rien à craindre avant longtemps d'organisations dont ils estiment qu'elles manquent de cohésion et d'unité, mais aussi de puissance économique et militaire.

Pour tenter d'y voir clair, il convient de répondre à quelques questions, et d'examiner les tendances lourdes qui animent les sphères géopolitiques et géo-économiques mondiales.

*

Existe-t-il des liens ou des points communs entre ces deux organisations (BRICS et OCS)?

La réponse est oui.

Bien qu'elles s'en défendent, **ces deux organisations ont été créées en opposition à la «coalition occidentale»** (USA-Israel-UE-Canada-Australie-Nouvelle Zélande-Japon). En effet, la vocation des BRICS est de faire évoluer le système économique mondial vers plus d'équilibre et de justice au détriment d'un statut quo qui avantage les occidentaux; l'objectif affiché de l'OCS est d'assurer, en Eurasie, une stabilité et une sécurité menacées par les ingérences états-uniennes, et susceptibles de l'être davantage à l'avenir.

Cette opposition à «la coalition occidentale» de l'OCS s'est exprimée, en 2005, par le rejet unanime de la candidature des USA qui ne demandaient, pourtant, qu'un strapontin d'observateur. Quant au Japon, lié aux occidentaux et très réaliste, il n'a jamais été admis à l'OCS, alors qu'il pourrait et devrait y jouer un rôle majeur pour la sécurité en Asie. L'opposition au bloc occidental se manifeste aussi à l'ONU, où l'Inde et la Chine se montrent solidaires de la Russie sur les crises syrienne et ukrainienne.

Le noyau dur des deux organisations est le même: Russie, Inde, Chine (3 puissances nucléaires dont 2 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, 38% de la population mondiale, 20% des terres émergées).

Le leadership des BRICS et de l'OCS est le même: Le binôme Russie et Chine.

Du 8 au 10 juillet 2015, les sommets annuels des BRICS et de l'OCS, sous présidence Russe, se sont tenus simultanément à Oufa (Russie), signe d'une certaine **connivence** entre leurs pays membres.

Enfin, les objectifs des deux organisations se rejoignent sur bien des points, clairement exprimés et répétés dans toutes les déclarations finales de leurs sommets annuels.

Quels sont ces objectifs ?

Pour l'essentiel, il s'agit de cinq revendications:

- **Rejet d'un monde unipolaire régenté par les USA** et ses satellites, **évolution vers un monde multipolaire** permettant d'établir de plus justes équilibres et de traiter d'égal à égal.
- **Rejet de l'ingérence tous azimuts et tous prétextes** (des USA et de leurs alliés) dans les affaires intérieures d'états souverains. C'est la vocation de l'OCS de s'y opposer en Eurasie.
- **Réforme globale de l'ONU** et de son Conseil de sécurité, «afin qu'elle soit plus efficace et plus représentative ».
- **Réforme du système économique international** établi à Bretton Woods, fondé sur le FMI, la Banque Mondiale et le dollar: système créé par les occidentaux, pour les occidentaux, mais jugé injuste aujourd'hui par les pays en développement.
- **Reconnaissance de l'État Palestinien**. Les pays BRICS et OCS sont tous parmi les 135 membres de l'ONU (sur 192) ayant reconnu cet État.

En matière économique, quels sont les atouts des BRICS pour parvenir à leurs fins ?

En 2000, le PIB cumulé des BRICS (2 735 milliards de \$), représentait **le quart de celui des USA** (10 285) et **le tiers de celui de l'UE** (9 395).

En 2016, ce **PIB cumulé a été multiplié par 6** (à 17 840 milliards de \$). **Il a dépassé celui de l'UE** (16 270) et se rapproche de celui des USA (18 700).

Tiré par des croissances chinoise et indienne, encore de l'ordre de **7 %** en 2016, **ce PIB cumulé des BRICS continue de croître** en dépit des difficultés conjoncturelles de la Russie (sanctions), du Brésil et de l'Afrique du Sud (en crise). Avant 2020, **le PIB cumulé des BRICS aura dépassé celui des USA et creusé un écart significatif avec celui de l'UE**.

La création de la banque des BRICS et de l'AIIB (Asian Infrastructure Investment Bank), l'entrée en 2016 du Yuan (RMB) dans le panier des devises de réserve du FMI, la dédollarisation progressive des échanges internationaux, la mise en place fin 2016, par la Chine, d'outils nationaux pour les transferts électroniques boursiers et monétaires, la création prochaine, par les BRICS, d'une agence de notation non anglo-saxonne, vont peu à peu bousculer les règles de gouvernance économique mondiale héritées de Bretton Woods.

Cette montée en puissance des BRICS et de leur projet suscitent **intérêt et soutien dans de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie**, mais aussi de l'inquiétude dans d'autres.

Qu'on le veuille ou non, **ces évolutions vont se faire au détriment de la «coalition occidentale»**. Elles pourraient être plus rapides qu'on ne le croit aujourd'hui (cinq à dix ans).

Quid de la puissance militaire de l'OCS ? Est-elle en mesure de s'opposer à, ou de dissuader la «coalition occidentale» ?

Créée en 2001, l'OCS s'est élargie en 2016, et **devrait s'élargir encore** dans les prochaines années. Aux côtés de ses 8 pays membres (**Russie, Chine, Inde, Pakistan**, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan), elle compte quatre états observateurs (Afghanistan, Biélorussie, **Iran** et Mongolie) et six partenaires de discussion (Azerbaïdjan, Arménie, Cambodge, Népal, **Turquie** et Sri Lanka).

Ses huit membres comptent plus de 3 milliards d'habitants (43 % de la planète) et 4 puissances nucléaires (autant que la «coalition occidentale»). Ils occupent un quart des terres émergées et détiennent 20% des ressources mondiales de pétrole, 38% du gaz, 40% du charbon, et 30% de l'uranium. Les adhésions de l'Iran et, pourquoi pas, de la Turquie représenteraient de nouveaux apports considérables.....

La puissance militaire ne s'exprime pas seulement en données budgétaires. Les aspects qualitatif et quantitatif des «ressources humaines» et des équipements doivent être pris en considération.

Les dépenses de défense des pays de l'OCS ont explosé depuis dix ans : 10% du total des pays de l'OTAN en 2006: **plus d'un tiers en 2016.**

Au **920 milliards de \$**, dépensés par les pays de l'OTAN, l'OCS oppose 320 milliards de \$ au taux de change réel, soit **640 milliards de \$** en Parité de Pouvoir d'achat (PPA). La part des budgets consacrée aux personnels est très élevée dans l'OTAN, et très faible dans les pays de l'OCS, qui s'appuient encore sur une conscription partielle (Chine, Russie) et qui proposent aux professionnels des salaires très inférieurs aux salaires «occidentaux». Par ailleurs, les dépenses US faramineuses pour maintenir les très nombreuses bases réparties dans le monde et conduire les opérations militaires, réduisent leur marge de manœuvre pour renouveler les équipements.

Tout bien considéré, il y donc, aujourd'hui, **une quasi-parité des budgets (PPA) d'équipements** entre les pays de l'OTAN et ceux de l'OCS et les budgets de ces derniers continuent d'augmenter à un rythme inquiétant.....(Chine: + 7,6% en 2016)

S'agissant des ressources humaines, l'avantage quantitatif **et qualitatif** revient à l'OCS. Trois fois plus peuplés que le «bloc occidental», les pays du noyau dur de l'OCS ont des systèmes de sélection de leurs personnels militaires du rang supérieurs à ceux de leurs concurrents occidentaux. En effet, les pays de l'OTAN peinent à recruter des engagés volontaires de bon niveau général (taux de sélection très faible) alors que les avantages proposés aux conscrits, après leur vie militaire, par certains pays de l'OCS (Chine par exemple) attirent de très nombreux «bons candidats».

Par ailleurs, la durée de vie militaire moyenne d'un engagé volontaire occidental n'est guère supérieure à celle d'un conscrit chinois (deux ans, parfois trois). L'effectif des personnels de réserve formés de l'OCS est incomparablement supérieur à celui de la «coalition occidentale»....

Enfin, les pays de l'OCS **multiplient les manœuvres militaires bi- ou multilatérales** (une douzaine en 2015) et, c'est nouveau, les parades militaires communes à Moscou ou à Pékin lors de commémorations nationales (2 défilés en 2015 en présence des chefs d'état de l'OCS).

S'agissant des équipements, l'avantage de la coalition occidentale est moins évident que dans un passé récent. La baisse des budgets dans la quasi totalité des pays de l'OTAN (USA excepté) depuis la chute du mur de Berlin ne permet plus d'assurer le renouvellement et l'entretien des équipements dans des conditions satisfaisantes. La piètre disponibilité technique opérationnelle de certains matériels majeurs atteint des niveaux parfois alarmants (notamment dans les forces françaises, mais pas que.....)

Par ailleurs, l'avance technologique présumée des occidentaux est de plus en plus discutable. Testés en Syrie, les derniers matériels russes s'avèrent très efficaces et sont de plus en plus demandés sur le marché.

Les pays de l'OCS, quant à eux, s'équipent massivement de matériels de dernière génération, pour l'essentiel d'origine russe. La quantité pouvant être, en soi, un atout, on peut s'interroger sur la réalité d'une «supériorité écrasante de la coalition occidentale», avancée par certains

*

En conclusion, les BRIC(S) n'étaient bien, en 2001, qu'un simple acronyme inventé par Goldman Sachs pour désigner un groupe de pays émergents représentant, à l'époque, 8% de l'économie mondiale. Certains ont pu alors qualifier le groupe des BRIC(S) de «concept truqueur» et de «parfaite illusion politique et économique» en se fondant sur ses divisions (histoire, mœurs, culture) et sur son manque de continuité territoriale.

Mais la «coalition occidentale» n'a-t-elle pas connu, elle aussi, quelques divisions lors des deux guerres mondiales (Allemagne-France, États Unis-Japon)? **N'a-t-elle pas su les surmonter autour de projets communs** (UE, OTAN)? La Grèce et la Turquie, alliés dans le cadre de l'OTAN, n'ont-ils pas quelques différences de mœurs et de culture? Où est la continuité territoriale entre les USA, l'Australie, le Japon et l'UE?

Les arguments avancés par ceux qui sous estiment les BRICS et leur projet ne résistent pas à l'analyse.

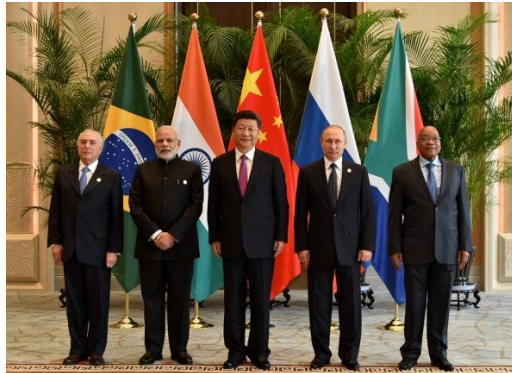
Depuis 2001 les choses ont évolué. Les BRICS ont pris peu à peu conscience de leur importance. A partir de 2008, ils se sont organisés en se dotant d'un **véritable projet** visant à faire évoluer l'organisation et la gouvernance du monde. Ils ont fait connaître ce projet, toujours le même, lors des huit sommets annuels qu'ils ont tenus. Ils ont su, comme l'ont fait l'Allemagne et la France au sortir de la guerre, mettre leurs différents de côté, bâtir leur unité et leur cohésion autour de ce projet pour mieux le promouvoir face à la «coalition occidentale». Leurs diplomates se réunissent régulièrement pour préparer les sommets annuels et les réalisations concrètes qui les suivent. Leurs chefs d'état se rencontrent plusieurs fois par an (**12 fois en 2015 pour Poutine et Xi Jinping**).

Tirés par la Chine et par l'Inde, les BRICS sont **aujourd'hui** la locomotive de l'économie mondiale avec une part de plus de 23%, mais beaucoup plus demain..... Dans ses perspectives économiques 2017, le FMI prédit une croissance respective de 6,2% et 7,9% pour la Chine et l'Inde. La Russie et le Brésil devraient sortir de l'ornière de la récession et enregistrer des taux respectifs de 1,1% et 0,5%, tandis que l'Afrique du Sud devrait passer de 0,1% cette année à 0,8%.

Peut on encore parler de «concept truqueur», lorsque les pays BRICS font front commun à l'ONU (Syrie, Ukraine), lorsque leurs forces armées multiplient les manœuvres communes et paradent ensemble (Moscou en mai 2015, Pékin en Septembre 2015), lorsqu'ils créent une banque de développement commune qui concurrence le FMI, lorsqu'ils se lancent dans la réalisation d'une agence de notation non anglo-saxonne, lorsqu'en marge du G20 de Hangsou, les cinq pays BRICS se réunissent à huis clos et font une déclaration commune, distincte de celle du G20?

Les chefs d'état BRICS au G 20

Hangsou: 4 septembre 2016



Il est clair que les BRICS et l'OCS ne peuvent plus et ne veulent plus être traités par le mépris et que **le temps joue contre la «coalition occidentale»** dans ses efforts pour maintenir le statut quo d'un monde unipolaire dirigé, à son profit, par les USA.

Sans bouleversement majeur, l'avènement d'un monde vraiment multipolaire est envisageable à moyen terme (5 ans), et **un basculement vers l'Eurasie de la suprématie mondiale économique et militaire probable à plus long terme (moins de 20 ans).**

Affaiblie par ses dettes abyssales, les crises et les divisions qui se développent en son sein, une pression sociale du «toujours plus», la «coalition occidentale» peut-elle encore, aujourd'hui, réinvestir massivement dans sa défense pour gagner la course aux armements face à la «coalition eurasiatique»? Est-elle bien inspirée en jetant la Russie dans les bras de la Chine par la multiplication de sanctions et de diabolisations injustes, inappropriées et contre productives ?

Messieurs Trump, Fillon, Poisson, Asselineau, Mélenchon, Mme Le Pen et bien d'autres n'ont-ils pas raison de préférer la négociation plutôt que la confrontation avec Poutine pour affaiblir, si c'est encore possible, une alliance sino-russe, en voie de consolidation ?

L'évolution du monde ne se fait plus, aujourd'hui, à l'avantage des occidentaux: c'est un fait incontestable.

Faut-il, comme semblaient le souhaiter Mme Clinton et les néoconservateurs US et UE précipiter une confrontation pour tenter d'obtenir une victoire très incertaine, alors qu'il en est encore temps ? En avons nous les moyens et la volonté ?

Faut-il jouer plus en finesse en s'efforçant de fissurer plutôt que de renforcer les BRICS et l'OCS par une négociation avec la Russie de Poutine ? Un partenariat UE-Russie n'est il pas envisageable face à une montée en puissance chinoise qui inquiète Moscou autant que nous ?

Poser ces questions, c'est y répondre.

Général (2S) Dominique DELAWARDE ancien chef «Situation-Renseignement-Guerre Électronique»
à l'État major Interarmées de Planification Opérationnelle